

# RAPPORT DE MISSION

*43ème Assemblées de la BAD et 34ème réunion du FAD*

*Maputo, 14 – 15 Mai 2008*

Le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Planification, chargé de la Privatisation, **M. ALI FARAH ASSOWEH**, s'est rendu à MAPUTO (Mozambique) afin de participer aux Assemblées annuelles de la BAD. Le ministre était accompagné du Secrétaire d'Etat à la Solidarité Nationale, M MOHAMED AHMED AWALEH, du Gouverneur de la Banque Centrale de Djibouti, M. DJAMA MAHAMOUD HAID, du Directeur du Financement Extérieur et du Directeur des Finances.

En marge des Assemblées annuelles, le Ministre a eu des entretiens avec le Président du Groupe de la BAD accompagné de son staff technique dont la directrice des opérations pays, Mme DIARETOU GAYE.

Le Président du groupe de la BAD a tenu à remercier les autorités Djiboutiennes pour l'accueil qui lui a été réservé lors de son séjour en février 2008. Il a précisé avoir été agréablement surpris du potentiel de Djibouti et a pu constater de visu les grands projets de développement actuellement en cours.

Le Président du groupe de la BAD a enfin ajouté qu'il souhaitait revenir à Djibouti en visite privée.

Le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Planification a indiqué que le Président de la BAD serait toujours le bienvenu en toutes circonstances et a remercié ce dernier pour sa disponibilité à l'endroit de Djibouti.

Les entretiens ont par la suite porté sur :

## **+ La flambée des prix des produits alimentaires**

Concernant la flambée des prix des produits alimentaires, le Ministre de l'Economie et des Finances a expliqué la situation prévalant actuellement en RDD. Il a mentionné les tensions sociales existantes et liées à ce phénomène nouveau de flambée des prix des produits alimentaires qui vient se greffer au problème lié à l'évolution du cours du baril de pétrole qui chaque jour bat des records. A cela, le Ministre a ajouté un phénomène de sécheresse récurrent qui affecte Djibouti ainsi que la sous-région de l'Afrique de l'Est et qui exacerbe la crise des prix des produits alimentaires. Le Ministre a aussi indiqué avoir adressé une requête auprès des partenaires au développement afin de faire face à cette crise exogène qui affecte la République de DJIBOUTI.

Le Président du groupe de la BAD a corroboré les propos du Ministre des Finances et a précisé que les études réalisées par ses services concordent avec les éléments mentionnés par le Ministre. Il a souligné pour l'Afrique l'extrême vulnérabilité de deux pays, le Cap Vert et de Djibouti, face à ce phénomène de flambée des prix des produits alimentaires.

Le Ministre a mentionné que la stratégie du gouvernement afin de faire face à cette crise s'articulait autour de mesures sur le court terme et de mesures sur le long terme.

À court terme, le gouvernement a, sans attendre, supprimé la taxe sur la consommation sur cinq produits ciblés -hors pétrole- ce qui se traduit par un manque à gagner pour le budget de 4 millions de dollars par an. À cette mesure, il convient d'ajouter des contrôles de prix afin d'éviter des phénomènes de pénuries ou d'inflation provoquée sur le marché intérieur. Le Ministre a également souligné que le gouvernement envisageait de distribuer les fruits de la première récolte de céréales « Djiboutiennes » obtenue suite aux investissements réalisés au SOUDAN et a expliqué l'originalité du projet du SOUDAN avec des terres arables sur le territoire soudanais mises à la disposition de la République de DJIBOUTI dans le cadre du programme de renforcement de la sécurité alimentaire mise en œuvre sur fonds propres. Le Ministre de l'Économie, et des Finances a ainsi indiqué que ce premier programme de 800 000 dollars initié en 2006 de par sa conception et son originalité n'avait pas été soumis aux partenaires au développement.

Concernant les mesures sur le long terme, le Ministre a indiqué que le gouvernement souhaitait dupliquer cette première expérience en Éthiopie et a indiqué que des pourparlers avec l'Éthiopie ont débouché sur l'affectation au profit de la République de DJIBOUTI de 10 000 hectares de terres arables pour lesquels l'appui des partenaires au développement et plus particulièrement de la BAD à travers les fonds régionaux demeurerait nécessaire.

Le Président du groupe de la BAD a reconnu au Ministre de l'Économie et des Finances l'originalité et a demandé à son équipe de travailler avec les techniciens sur la faisabilité d'un financement de ces opérations.

Le Ministre a mentionné que des investissements avaient également été réalisés sur fonds propres avec les périmètres agricoles et a demandé au Ministre de la Solidarité nationale d'explicitier la stratégie du gouvernement dans le cadre de la sécurité alimentaire.

Le Secrétaire d'État à la Solidarité nationale a remercié le Président du groupe de la BAD pour son accueil et a précisé que le Ministre de l'Économie et des Finances avait dit l'essentiel sur la problématique inhérente à la flambée des prix des produits alimentaires.

Il a tenu à souligner les deux équations fondamentales auxquelles demeurerait confrontée la République de DJIBOUTI à savoir :

#### **+ Annihiler l'exode rural**

Le Secrétaire d'État à la Solidarité Nationale a précisé que la population rurale à Djibouti était essentiellement pastorale avec des nomades ayant un cheptel est étant à la recherche de point d'eau et de pâturages. Cet équilibre, ces dernières années, ayant été rompu suite au phénomène de sécheresse récurrente en République de DJIBOUTI il apparaît comme fondamental de le rétablir tout en connaissant le postulat suivant : la population pastorale ne deviendra ni une population vivant de la pêche, ni une population vivant de l'agriculture.

Pour cela, la transition ne pouvant s'effectuer que par le biais de l'éducation et par le renouvellement de génération. A ce titre, le Secrétaire d'Etat à la Solidarité Nationale a indiqué que la République de DJIBOUTI avait réalisé d'importants efforts avec le concours des partenaires au développement afin de construire dans les points les plus reculés du territoire, des points d'eau, des écoles et des dispensaires de santé. Néanmoins, il convient de créer des communautés de vie pour assurer à ces populations rurales les conditions nécessaires afin qu'elles ne soient pas tentées par l'exode rural.

Le Secrétaire d'Etat à la Solidarité Nationale a précisé que compte tenu de la caractéristique de Djibouti avec une faible pluviométrie inférieure à 150 mm d'eau par an, la constitution de point d'eau et de pâturages nécessitait la mise en œuvre d'un programme de mobilisation des eaux de surface. Le Secrétaire d'Etat à la Solidarité Nationale a indiqué que des premières retenues ont déjà été réalisées sur fonds propres et qu'il sollicitait de la part de la BAD un programme à hauteur de 1,2 millions de dollars.

### **+ Réduire la dépendance alimentaire vis à vis de l'extérieur**

Pour cela, le Secrétaire d'Etat à la Solidarité Nationale a indiqué que le gouvernement avait opté pour deux approches complémentaires avec, d'une part, le développement de l'agriculture à haute intensité capitaliste sur le territoire national, cette agriculture étant axée sur les fruits et légumes, ainsi que la mobilisation auprès des voisins de terres arables pour la production de céréales et de riz, ou de cultures nécessitant une abondante utilisation en eau.

### **+ L'agriculture à haute intensité capitaliste**

La stratégie du gouvernement vise à maximiser l'exploitation des surfaces arables – limitée- en RDD en développant l'agriculture sous serre. Dans cette optique, les autorités entendent faire appel à des opérateurs privés qui pourront bénéficier de lignes de crédits auprès de la BAD mais pour cela des actions préliminaires se doivent d'être réalisées à travers la réalisation d'infrastructures. Le Secrétaire d'Etat à la Solidarité Nationale indique que les autorités souhaitent attirer ces investisseurs.

D'une part, une exonération de taxe sur les intrants et, d'autre part, la réalisation de forages.

L'ensemble du projet qui consiste à la réalisation de 15 périmètres d'hectares chacun est évalué à 4,5 millions de dollars dont 2 millions de dollars pour la réalisation des forages. Le Secrétaire d'Etat à la Solidarité Nationale a précisé que déjà des premières opérations de ce type étaient en cours avec déjà des opérateurs privés qui réalisent de la culture sous serre sur deux hectares.

### **+ Un partenariat régional**

Le Secrétaire d'Etat à la Solidarité Nationale a ajouté que la sécurité alimentaire de Djibouti ne pouvait, comme l'a précisé le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Planification, Chargé de la Privatisation se réaliser sur le territoire national car les terres arables –environ 10% du territoire – et les conditions pluviométriques ne le permettaient pas. C'est pourquoi le gouvernement a négocié un partenariat régional

avec en premier lieu le SOUDAN – 5 000 hectares - et aujourd’hui l’Ethiopie pour 10 000 hectares. Concernant le SOUDAN, les investissements comme l’a précisé le Ministre de l’Economie, des Finances et de la Planification, Chargé de la Privatisation ont été réalisés sur fonds propres et aujourd’hui, il apparaît nécessaire de dupliquer cette opération en ETHIOPIE et de bénéficier de la part de la BAD d’un concours d’environ 3,4 millions de dollars par le biais des fonds régionaux.

Le Président du groupe de la BAD a reconnu l’originalité du projet de DJIBOUTI et a demandé à la directrice des opérations pays Mme DIARETOU GAYE de voir ce qui peut être mobilisé pour Djibouti dans le cadre de la lutte contre la flambée des prix des produits alimentaires. Il a également précisé que la BAD envisage d’apporter un appui budgétaire afin d’aider la REPUBLIQUE DE DJIBOUTI a mieux faire face a cette problématique. Il a enfin salué les efforts consentis par le gouvernement afin de limiter l’impact de cette hausse du prix des produits alimentaires sur les populations et plus particulièrement sur les populations les plus vulnérables.

#### **+ Le financement de l’interconnexion électrique avec l’Ethiopie**

Le Ministre de l’Economie, des Finances et de la Planification, Chargé de la Privatisation a remercié le Président du Groupe de la BAD pour les efforts réalisés par cette dernière dans le cadre du financement de l’interconnexion électrique avec l’ETHIOPIE. Il a précisé que les besoins en financement demeuraient et a souhaité à ce que le groupe de la BAD continue d’accompagner la REPUBLIQUE DE DJIBOUTI dans ce projet régional qui s’avère vitale.

#### **+ L’enveloppe allouée par la BAD à Djibouti**

Le Ministre de l’Economie, des Finances et de la Planification, Chargé de la Privatisation a souligné la faiblesse de l’enveloppe allouée à la DJIBOUTI ces dernières années. En effet au 6,5 millions d’UC du FAD X, succède 7, 31 millions UC pour le FAD XI.

Le Président du groupe de la BAD a abondé dans le sens du Ministre de l’Economie, des Finances et de la Planification, Chargé de la Privatisation quant à la faiblesse de l’allocation dévolue à la REPUBLIQUE DE DJIBOUTI. Néanmoins, le Président du groupe de la BAD a souligné que l’allocation par pays résulte de facteurs tels que la population.

Le Ministre a tenu à souligner que d’autres partenaires tels que la BID n’utilise pas ce type d’argumentation et octroie à Djibouti une enveloppe plus conséquente.

Le Président du groupe de la BAD a cependant expliqué qu’il demeurerait pour sa part hostile a cette formule qui lie l’APD a la population des pays mais qu’il ne pouvait aujourd’hui aller a l’encontre des règles. Il a exhorté la directrice des opérations Mme DIARETOU GAYE afin de chercher des fonds complémentaires pour DJIBOUTI à travers le guichet du secteur privé.

#### **+ Le renforcement des capacités nationales dans le domaine des statistiques**

Le Ministre de l’Economie, des Finances et de la Planification, Chargé de la Privatisation est conscient des règles mais souligne la difficulté de se baser sur une

population estimative. Il appartient donc a la banque comme aux partenaires au développement de contribuer au financement du recensement.

Le Ministre de l'Economie, des Finances et de la Planification, Chargé de la Privatisation a remercié le Président du Groupe de la BAD pour cet entretien fructueux et pour l'appui apporter par la BAD à la République de DJIBOUTI. Il a également exhorté le Président du groupe à renforcer les actions de la BAD à Djibouti.